

# Sophie Binet met en garde Emmanuel Macron sur la « gravité de la situation dans le pays »

Reçue mardi 29 août à l'Elysée, la secrétaire générale de la CGT a exposé au chef de l'Etat ses revendications, tout en l'interpellant sur la « rupture » entre l'exécutif et le monde du travail. La défiance est telle, selon elle, qu'elle joue en faveur de l'extrême droite.

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, à Matignon, à Paris, le 12 juillet 2023.  
BERTRAND GUAY / AFP

Sous les dorures du palais de l'Elysée, ils ont fait connaissance et mesuré l'étendue de leurs divergences idéologiques. Mardi 29 août, en début de soirée, Emmanuel Macron a reçu, durant un peu plus d'une heure, Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT. Le chef de l'Etat souhaitait s'entretenir avec la syndicaliste, qui a pris ses fonctions à la fin mars. Il a procédé ainsi – ou s'apprête à le faire – avec [Patrick Martin, le nouveau président du Medef](#) (élu le 6 juillet), et avec [Marylise Léon, désignée à la tête de la CFDT le 21 juin](#). Une manière d'établir un contact direct avec trois personnalités récemment installées aux commandes des plus grosses organisations de salariés et d'employeurs.

Pour ce tête-à-tête au sommet, M<sup>me</sup> Binet est « arrivée avec [s]on ordre du jour », d'après le récit qu'elle livre au *Monde*. La dirigeante de la CGT affirme avoir tiré parti de l'invitation de M. Macron pour lui transmettre plusieurs messages de portée générale et attirer son attention sur des dossiers spécifiques.

« Je me suis adressée à lui avec gravité, car la situation dans le pays me paraît très inquiétante », confie-t-elle. Après la réforme des retraites, que le président de la République « a fait passer en force » malgré l'opposition d'une « écrasante » majorité de la population, « la défiance à l'égard de l'exécutif est profonde, chez les syndicats et, plus largement, au sein du monde du travail », juge M<sup>me</sup> Binet.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [Sophie Binet, élue à la tête de la CGT, s'engage à poursuivre le travail avec l'intersyndicale contre la réforme des retraites](#)

Ajouter à vos sélections

A ses yeux, « on peut parler de rupture, avec de possibles conséquences électorales au profit de l'extrême droite ». Elle dit avoir « mis en garde » le chef de l'Etat « sur sa responsabilité historique et sur le fait que son action risquait de contribuer à l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national en 2027 ». « A force de ne pas tenir compte de l'avis des organisations de salariés et de l'opinion, beaucoup de femmes et d'hommes vont considérer qu'il n'y a pas d'autre alternative que Marine Le Pen », argumente-t-elle.

## « Désaccord total »

Pour la syndicaliste, il n'existe qu'une seule voie pour « apaiser la colère et tourner la page » du conflit social qui a duré tout au long du premier semestre : la tenue d'un référendum sur les

retraites. Une demande formulée également par l'ensemble des partis politiques qui composent la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. M<sup>me</sup> Binet a fait valoir au locataire de l'Elysée qu'« *il ne peut pas avoir raison seul face à tout le monde* ». Mais, d'après elle, M. Macron a, sans surprise, balayé l'idée d'une consultation des citoyens, estimant qu'il faut repousser l'âge légal de départ à la retraite, afin, notamment, de garantir l'équilibre du système. « *Là-dessus, notre désaccord est total, souligne-t-elle. La CGT a des solutions pour financer la branche vieillesse – dont il ne veut pas entendre parler.* »

Newsletter

[« Politique »](#)

[Chaque semaine, « Le Monde » analyse pour vous les enjeux de l'actualité politique](#)  
[S'inscrire](#)

L'autre avertissement, à caractère large, que la cégétiste a lancé concerne « *les périls environnementaux* » : « *Plus on tarde à prendre des mesures pour contrer le réchauffement climatique, plus on tarde à remettre en cause l'inégale répartition des richesses entre le capital et le travail, plus les conséquences du phénomène seront violentes socialement.* »

Lire aussi le portrait : Article réservé à nos abonnés [Sophie Binet, une idéaliste qui veut « rassembler » la CGT](#)

Ajouter à vos sélections

Après ce préambule, M<sup>me</sup> Binet est entrée davantage dans les détails sur différents thèmes – en particulier le pouvoir d'achat et l'égalité femmes-hommes. En ces temps d'inflation soutenue, elle a, une fois de plus, plaidé en faveur d'une revendication ancienne de sa confédération : l'indexation des salaires sur les prix. Là encore – et cela n'étonnera personne –, M. Macron est contre. Mais il a dit, selon M<sup>me</sup> Binet, « *vouloir prendre des initiatives pour remédier au tassement vers le bas des rémunérations, sans vraiment fournir de précisions sur la manière dont il comptait s'y prendre* ».

La syndicaliste a également tenu à aborder la question des services publics, notamment en réclamant « *un plan d'urgence pour les hôpitaux* » – un secteur touché par une « *crise* » grave. Elle a, par ailleurs, critiqué [la décision annoncée, dimanche, par Gabriel Attal, le ministre de l'éducation nationale, d'interdire l'abaya](#), ce vêtement traditionnel couvrant porté par des élèves musulmans. « *On instrumentalise ce sujet, en hystérisant le débat, alors que les personnels dans les établissements ont besoin de sérénité pour traiter de telles situations, s'indigne-t-elle. Ça ne fait que nourrir des polémiques dangereuses, tandis que les problèmes les plus importants – sur le recrutement des enseignants et la revalorisation de leur traitement – ne sont pas pris à bras-le-corps.* »

## **« Répression syndicale »**

D'autres dossiers sont apparus dans la conversation : démocratie sociale, politique industrielle... La numéro un de la CGT a exprimé tout le mal qu'elle pense de la lettre de cadrage envoyée, début août, par le gouvernement aux syndicats et au patronat pour baliser leur négociation sur l'assurance-chômage : « *Ce document a été une douche froide ! Il ordonne une ponction des ressources du régime pour financer des dispositifs publics, tout en corsetant la discussion avec des objectifs précis. C'est inacceptable !* »

Enfin, M<sup>me</sup> Binet rapporte avoir interpellé M. Macron sur des cas de « répression syndicale ». Selon elle, « *une ligne rouge a été franchie* » avec la convocation d'un membre du bureau confédéral de la CGT, Sébastien Menesplier, qui sera auditionné le 6 septembre par la gendarmerie, à la suite d'un dépôt de plainte après une action militante contre la réforme des retraites. « *Ça ne s'était pas vu depuis les années 1950*, soutient-elle. *Il s'agit d'une stratégie d'intimidation, sachant que 400 militantes et militants sont aujourd'hui poursuivis devant les tribunaux pour les mêmes motifs.* » Si les procédures judiciaires débouchent sur des procès et des condamnations, « *la relation entre les syndicats et le gouvernement va continuer de se dégrader* », prévient-elle : « *Je lui ai dit que cela pèserait de façon déterminante sur la suite de la relation avec la CGT à tous les niveaux.* »

Lire aussi la tribune : Article réservé à nos abonnés [Sophie Binet : « Après la réforme des retraites, Emmanuel Macron devra affronter durablement une défiance record »](#)

Ajouter à vos sélections

Quelle appréciation M<sup>me</sup> Binet porte-t-elle sur son échange avec le président de la République ? « *Il a essayé de se montrer ouvert à ce que je défendais*, répond-elle. *Mais la forme m'importe peu. Ce que la CGT attend, ce sont des actes, des avancées concrètes en faveur des travailleurs.* » A l'en croire, il n'est pas possible, à ce stade, « *de dire si ce rendez-vous a été utile* » : « *Nous l'évaluerons en fonction des infléchissements apportés à la politique qui est menée. Pour le moment, elle est probusiness, placée au service des puissants et des patrons.* »

[Bertrand Bissuel](#)